



L'EFFONDREMENT DU 17 FÉVRIER 2026

Par 75 voix contre 24 les parlementaires actent une destitution du président par intérim, **José Jerí**, ce qui plonge le pays dans une vacance de pouvoir inédite. **José María Balcázar** hérite alors d'un palais déserté, la Constitution n'ayant jamais prévu l'éviction successive de trois chefs d'État en un seul mandat.



Alerte éthique



Les nominations de l'ombre

Des enregistrements prouvent que des femmes reçues clandestinement à la résidence présidentielle ont obtenu des postes de haut fonctionnaire dans la foulée. Ce **népotisme sexuel** achève de briser la confiance du peuple.

L'accusation de viol

L'inconduite mentionnée par le Congrès cache une réalité plus sombre: la réouverture d'une **plainte pour viol** datant de 2025. Le parquet, soupçonné d'avoir étouffé l'affaire pour protéger l'exécutif, fait face à une fronde magistrale qui précipite le départ du président démis.

L'HÉRITAGE MAUDIT DE FUJIMORI (1990-2000)

26 ans après sa chute l'ombre du patriarche plane toujours sur les ruines de la démocratie péruvienne. Sa condamnation pour **crimes contre l'humanité** et **détournements de fonds** n'a pas suffi à éteindre le désir d'un pouvoir vertical. Les motions de censure à répétition ne sont que le prolongement d'une **guerre civile parlementaire** entamée sous son règne.

UN SYSTÈME À BOUT DE SOUFFLE



Le conflit permanent entre l'exécutif et le législatif paralyse toute tentative de réforme structurelle. La population y assiste, impuissante.



Climat d'insécurité institutionnelle qui décourage les investissements et alimente une colère sociale explosive.

LE DÉCLIN DE L'ÉTAT EN CHIFFRES



8 PRÉSIDENTS EN 10 ANS
Un record régional absolu

12 GROUPES PARLEMENTAIRES
Une fragmentation qui bloque tout vote

Le cimetière des ambitions

DESTIN DES PRÉSIDENTS DEPUIS 2000



Alberto **FUJIMORI**

Condamné à 25 ans de prison pour crimes contre l'humanité et corruption

Alejandro **TOLEDO**

Extradé et condamné à 20 ans de prison pour corruption et blanchiment d'argent (réseau Odebrecht)

ALAN **GARCÍA**

Suicide suite à des soupçons de corruption (réseau Odebrecht)

Ollanta **HUMALA**

Condamné à 15 ans de prison pour corruption et financement illégal de campagne (réseau Odebrecht)

Pedro Pablo **KUCZYNSKI**

Arrêté pour corruption et achat de votes (réseau Odebrecht)

Martín **VIZCARRA**

Destitué et condamné à 15 ans de prison pour corruption

Manuel **MERINO**

Destitué après 5 jours

Pedro **CASTILLO**

Destitué et condamné à 11 ans de prison après une tentative de coup d'État

Dina **BOLUARTE**

Destituée pour "incapacité morale permanente"

Focus : le séisme Odebrecht



Le géant brésilien du BTP Odebrecht a méthodiquement corrompu la classe politique péruvienne pour obtenir des contrats publics colossaux. Ce scandale systémique n'a épargné presque aucun président depuis 2001, transformant la justice en un champ de bataille permanent. Aujourd'hui, Odebrecht reste le symbole d'une démocratie où le droit de vote a longtemps été monnayé dans l'ombre des chantiers d'infrastructure.

LE DÉSIR D'ORDRE



Le Pérou est aimanté par une vague autoritaire qui balaie le continent. La **désillusion** totale envers les institutions pousse les électeurs vers des modèles où la sécurité prime sur les libertés. Ce phénomène puise ses racines dans les dynamiques observées en **Argentine**, au **Salvador** et au **Chili**. Dans ces pays, la montée en puissance de figures promettant une "**main de fer**" résonne avec l'urgence criminelle que traverse Lima.

35

CANDIDATS AUX PRÉSIDENTIELLES

10 000

CANDIDATS AUX POSTES DE
SÉNATEURS ET DÉPUTÉS

PROCHAIN RENDEZ-VOUS

12 AVRIL 2026

Premier tour des élections présidentielles

38

PARTIS EN LICE



Cette fragmentation garantit que le prochain président sera élu avec une légitimité extrêmement faible, rendant le pays vulnérable à une nouvelle destitution immédiate.

RAFAEL LÓPEZ ALIAGA

12%

d'intentions de votes



Maire de Lima et figure de la droite radicale. Il prône une militarisation de la sécurité publique. Malgré ses dettes fiscales colossales, il incarne pour ses partisans le seul rempart capable de "nettoyer" l'administration. Son discours de rupture totale avec le système parlementaire séduit une jeunesse en quête d'autorité.

KEIKO FUJIMORI

9%

d'intentions de votes



Chef de file du clan Fujimori. Candidate pour la 4ème fois, elle joue sur la nostalgie d'un ordre imposé durant les années 1990. Bien que clivante, elle conserve un socle électoral inébranlable qui voit en elle la garantie d'une stabilité économique et sécuritaire, au prix d'un passif familial lourd de violations des droits humains.

INDÉCISION

42%

Des électeurs prévoient de voter blanc ou nul face à l'absence d'espoir.

INFORMALITÉ

75%

De la force de travail survit sans aucune protection sociale ni contrat.

DÉFIANCE

10%

Seul un Péruvien sur dix accorde encore sa confiance au Congrès actuel.



UNE NATION EN SURSIS

• L'exode des cerveaux

L'instabilité politique chronique, couplée à des bas salaires, brise toute perspective d'ascension sociale. Cet exode affaiblit les forces vives du pays pour les décennies à venir.

• La soif de justice

Les extorsions dictent le quotidien des quartiers populaires. Le crime organisé a infiltré les structures de l'État, laissant la population entre les mains de milices ou d'un narcotrafic de plus en plus puissant et impuni.

• L'urgence sécuritaire

Les extorsions dictent le quotidien des quartiers populaires. Le crime organisé a infiltré les structures de l'État, laissant la population entre les mains de milices ou d'un narcotrafic de plus en plus puissant et impuni.